



## Mali et Sahel : Nous sommes tous Sahéliens

# Origines et perspectives des conflits menés par des Touaregs au Mali

Par Charles Grémont

Historien

Chercheur au Laboratoire Population, Environnement, Développement de l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD / LPED), Marseille

*L'expression de « problème » ou de « question touarègue », qui revient à chaque nouvel épisode de rébellion déclenchée dans le Nord du Mali, à tel point qu'elle en devient souvent un préambule de la recherche des causes, doit commencer par être déconstruite. Le rappel de quelques faits historiques constitue une première étape en ce sens.*

**1** 6 décembre 1893, le lieutenant de vaisseau Henri Boiteux hisse le drapeau français sur un mur de la ville de Tombouctou. Dans les jours et les semaines qui suivent, des guerriers touaregs et maures de la zone organisent la résistance face à cette conquête militaire venue de loin. Des officiers français et leurs auxiliaires indigènes sont tués lors de ces ripostes. La victoire des Touaregs Tengueregif sur les troupes du colonel Eugène Bonnier, à Takoubaou en janvier 1894, est restée gravée dans les mémoires des populations de Tombouctou. Qualifiée de « massacre » par l'historiographie coloniale française, cette bataille sera célébrée plus tard comme un des hauts faits de la lutte anticoloniale par l'État malien. Il en va de même pour la célèbre révolte des Touaregs Iwellemmedan et de leur chef Fihrun en 1916. Ce dernier, comme Chebboun, le chef résistant des Tengueregif, figurent d'ailleurs parmi la galerie des héros de l'Indépendance peinte sur les murs de la colline de Koulouba à Bamako (lieu du palais présidentiel, anciennement du gouvernorat du Soudan français).

Aux rezzous lancés sur les troupes coloniales par des Touaregs et des Maures armés de lances et d'épées, les officiers français répondent par des répressions sanglantes à coups de fusils et de mitrailleuses. En mai 1916, des populations Iwellemmedan retranchées autour de la mare d'Ader-n-Bukar (aujourd'hui chef-lieu d'une commune à la frontière avec le Niger) sont mitraillées, tandis que nombre de survivants de l'assaut meurent de soif et d'épidémies dans les jours qui suivent. Le temps des grandes révoltes dissipé (1916-1917), des individus, ici et là, refusent encore de se soumettre au pouvoir colonial. C'est le cas, par exemple, d'Alla ag Albacher, éleveur-guerrier de l'Adagh des Ifoghas, qui est finalement attrapé et tué en 1954

par un peloton méhariste. Sa tête tranchée est plantée sur un pic et exhibée comme trophée macabre dans la zone de Boghessa.

### La révolte touarègue

À l'instar du roi Niamodi Sissoko en 1878 dans la région de Kayes, de Samory Touré plus au sud (Wassoulou) dans les années 1880, ou encore de Babemba Traoré en 1898 dans la zone de Sikasso, pour ne citer que les plus célèbres, des *leaders* des régions du Nord-Mali actuel, ont résisté à la conquête et à l'occupation militaire des Français. Ils l'ont fait, souvent, sous la forme de coalitions pluriethniques, en mobilisant des alliances qui préexistaient à la pénétration coloniale. De par leurs capacités guerrières et de mouvement, et du fait de la prééminence politique que certains exerçaient, les Touaregs ont certainement résisté davantage que leurs voisins Songhay, Arma et Peuls, moins mobiles. Mais ces derniers ont tout de même mené des résistances ici et là et en ont payé un lourd tribut (exécution publiques, arrestations et déportations...). Des Touaregs, au même titre que leurs voisins, proches ou éloignés, ont pu aussi faire le choix d'une cohabitation, d'une soumission, voire d'une collaboration, avec les nouveaux maîtres du pays, quand leurs intérêts tendaient en ce sens.

À moins de faire valoir une position partisane et essentialiste, l'idée très répandue d'un « irrédentisme touareg » à l'égard de toute forme de pouvoir étatique et centralisé doit ainsi être écartée. L'analyse de ce qui fait (ou ferait) les fondements et les spécificités des insurrections menées par des Touaregs au Mali depuis 1963, année du premier soulèvement dans l'Adagh des Ifoghas (région de Kidal), doit être menée en contextes. Les Touaregs ne se sont donc pas tous opposés, les armes à la main, au colonisateur français. Les discussions et les



Combattants touaregs du MPA (Mouvement populaire de l'Azawad), au nord de Ménaka, mars 1994.

clivages sur les stratégies et les positions à tenir ont traversé l'ensemble des tribus quasiment. Mais le pouvoir colonial, dans sa répression directe, puis dans ses actions de contrôle, a très vite généralisé le sentiment de révolte à l'ensemble des populations touarègues.

Cette ethnicisation d'actes politiques et militaires est omniprésente dans la littérature coloniale et se traduit en actes sur le terrain, comme l'attestent les rapports de tournées conservés en archives. Une autre défiance, plus générale encore, s'est exprimée à l'égard de l'activité pastorale, supposée nuire à la préservation des ressources naturelles. Le soubassement idéologique, bien ancrée dans la tradition occidentale, du nomade destructeur de l'environnement, non productif et par conséquent voleur, a conduit les autorités coloniales à affirmer une « préférence agricole » sur l'élevage pastoral, partant à privilégier le développement d'un « Mali utile », situé au Sud du pays, au détriment des régions du Nord moins dignes d'intérêt. La faible implication en faveur de la scolarisation des enfants nomades participait de la même logique. Et les effets en furent redoublés par l'opposition des Touaregs et des Maures eux-mêmes, à l'exception de quelques tribus, à envoyer leurs enfants à l'école des « infidèles ». Enfin, et dans la même logique de surveillance de populations potentiellement rebelles, la

participation des Touaregs dans les forces de sécurité coloniales fut très limitée. Si ce n'est dans l'Adagh, avec le recrutement de quelques centaines de goumiers touaregs, le pouvoir colonial a préféré confier le rôle de gendarmes aux Arabes et aux Songhay. Cette perception d'un danger permanent de la part du colonisateur s'agissant des Touaregs, de tous les Touaregs, cristallisée au moment des résistances armées de quelques tribus, et aussi autour d'une part de fascination pour ces fameux « guerriers du désert », a très largement été intériorisée par les nouvelles autorités du Mali indépendant. Elle s'est vue, en outre, renforcée par deux initiatives, là encore mal interprétées. La première a trait au projet, finalement avorté, de création de l'Organisation commune des régions sahariennes (OCRS) en 1957, dont l'objectif était le maintien de la présence française au Sahara au moment de la marche vers les Indépendances. Au début des années 1960, et surtout au moment de la révolte de 1963 dans l'Adagh, le régime de Modibo Keita<sup>1</sup> (1<sup>er</sup> président du Mali) s'est appuyé sur cette stratégie imaginée par la France pour dénoncer l'hostilité des Touaregs à l'égard du projet de construction national. Or, les principaux chefs de tribu de Tombouctou à Ménaka, en passant par Bourem, Gao, Kidal et Ansongo ont, en 1959, rejeté unanimement la création de l'OCRS.

## Une révolte « d'humeur » et « d'honneur »

La seconde initiative est une lettre ouverte rédigée, en 1958, par le cadî de Tombouctou (Mohammed Mahmoud ould Cheikh) et envoyée au général De Gaulle, demandant l'autonomie des populations de la Boucle du Niger ou leur rattachement à la République française. Cette lettre fut signée par un certain nombre de chefs nomades et sédentaires proches du cadî de Tombouctou, dans un contexte de concurrence entre les deux partis en liste (le PSP proche des Français, et l'US-RDA indépendantiste), mais elle fut également dénoncée par un grand nombre d'autres chefs Touaregs. Là encore, cette réalité s'est effacée bien vite dans la mémoire des dirigeants maliens, au profit de l'idée d'une opposition unanime des Touaregs au projet de construction nationale, voire même d'une hostilité à l'égard de leurs compatriotes du Sud. À ce propos, il convient de rappeler qu'au début des années 1960, les Maliens du Sud et du Nord se connaissaient très peu. Dans la longue histoire des échanges transsahariens, structurés sur des axes Nord/Sud, les gens de Sikasso, Bamako, Kayes et Nioro étaient situés sur une bande allant du Maroc à la forêt guinéenne, et donc, pour ce qui est du Nord, plutôt en relation avec les Maures de l'Ouest sahélier et saharien et non avec des Touaregs. Ces derniers appartenaient à des chaînes relationnelles plus orientales, reliant l'Algérie au Nigeria, en passant par le pays Mossi (Burkina actuel). Comment, dès lors, projeter l'idée d'une hostilité entre des populations qui n'avaient quasiment encore jamais été en contact ?

L'histoire de la première révolte lancée en 1963 par des Touaregs devenus maliens, ne peut en aucun cas être présentée comme un refus de tous les Touaregs à s'inscrire dans ce nouveau cadre étatique, et encore moins comme une déclaration de guerre aux populations du Sud. Le point de départ de cette insurrection est une provocation d'un agent de sécurité malien à l'encontre d'un jeune touareg de l'Adagh, Elladi ag Alla, lui rappelant le sort que les forces coloniales avaient réservé à son père, Alla ag Albacher, en 1954 (voir plus haut). Le jeune Elladi décide alors de s'en prendre à tous ceux

<sup>1</sup> - Modibo Keita (1915-1977), président du Mali de 1960 à 1968 (NDLR).

# Mali et Sahel : Nous sommes tous Sahéliens

qui avaient contribué à l'exécution de son père, y compris des goumiers touaregs jadis au service du colonisateur. Une poignée d'hommes, dont Zeid ag Attaher, le fils aîné du chef de tribu des Ifoghas, fidèle aux autorités françaises, mais également partisan de l'Indépendance, s'est lancée dans cette révolte « d'humeur et d'honneur » (selon la belle et très juste expression de Zeidane ag Sidalamine, cadre touareg de la région de Gao). La répression décidée par le pouvoir en place et mis en œuvre sous les ordres du tristement célèbre capitaine Diby Sillas Diara fut totalement disproportionnée, aveugle et sanglante. Exécutions publiques de populations civiles désarmées, dont plusieurs chefs de tribu, personnes brûlées vives, femmes mortes en prison avec leurs enfants, humiliations publiques, mitraillage des troupeaux, pillage des biens dans les campements... Tout cela dans un silence de plomb, à l'exception de l'indignation exprimée par Mohammed Soumaré, médecin lieutenant, à Kidal au moment des faits... qui fut immédiatement rappelé à Bamako en sanction de son engagement pour le respect des droits humains. La répression prend fin en septembre 1964 et l'ensemble du cercle de Kidal est déclarée zone militaire et interdite aux étrangers.

## Des situations toujours plus complexes

Cette révolte de 1963-64 est emblématique de ce que nombre d'observateurs appelle aujourd'hui la « question touarègue ». Survenue au début des années 1960, elle révèle les impasses de deux systèmes de gouvernement centralisateurs et réducteurs de la diversité des cultures. Qu'ils soient impérialiste et jacobin ou d'inspiration socialiste avec Modibo Keita, ces pouvoirs d'État ont tenté d'imposer leur domination par la répression et le contrôle. Cet épisode historique souligne également les conséquences dramatiques des représentations tronquées de l'Autre et des amalgames. Depuis la conquête coloniale et les résistances déclenchées en retour par des groupes touaregs (on ne discute même pas ici de leur légitimité), la suspicion et la stigmatisation n'ont fait que se répandre et se généraliser à l'ensemble des populations touarègues. Une poignée d'hommes se soulève dans l'Adagh en 1963 et ce sont tous les groupes de cette région

qui sont touchés par la répression et mis sous contrôle militaire, tandis que les autres Touaregs du Mali sont suspectés de vouloir en faire autant et, donc, surveillés de près. On ne pouvait craindre pire entrée en matière pour ce nouvel État ! Quand surviennent les grandes sécheresses des années 1972-74 et 1982-84, qui touchent particulièrement les populations du Nord, les dirigeants de la capitale se distinguent par le détournement de l'aide internationale qu'ils utilisent pour financer les fameuses « villas de la sécheresse ». De fait, le fossé entre l'État et les populations du Nord, dont les Touaregs, se creusait encore un peu plus.

Dans les années 1980, toute une génération de jeunes, appauvrie par les sécheresses et stigmatisée au quotidien par des militaires qui administrent les régions du Nord, rejoint en Algérie et en Libye des orphelins de la répression de 1963-64. Au même titre que le jeune Elladi, une génération plus tôt, ces jeunes nourrissent un sentiment de vengeance et déclenchent une nouvelle rébellion en 1990. Aux attaques lancées sur les postes de gendarmerie et les casernes, l'armée de Moussa Traoré répond par des massacres sur les populations civiles. Les rebelles touaregs et maures revendiquent cette fois l'autonomie d'un territoire qu'ils nomment Azawad, mais le régime en place rejette toute dimension politique de ce mouvement et qualifie ses protagonistes de « bandits-armés ». Une fois encore les mouvements rebelles sont loin d'emporter l'adhésion de l'ensemble des populations touarègues (et maures), mais la répression et le discrédit s'abat sur cet ensemble.

Dans des situations toujours plus complexes, impliquant de plus en plus d'acteurs nationaux et internationaux, de références idéologiques (dont le salafisme guerrier) et d'intérêts économiques et



Firoun ag Elinsar et Chebboun ag Fondogouma, deux héros de la résistance touarègue à la conquête coloniale. Peintures murales à Koulouba (colline du pouvoir à Bamako).

financiers (trafics d'armes et de drogues prises d'otages, marchés internationaux de l'aide au développement), ce qui fait les fondements et les spécificités des conflits menés par des Touaregs semble se reproduire, au point que les origines et les perspectives finissent par se confondre dans un mouvement en spirale difficile à enrayer. Un siècle après la conquête coloniale, le constat fait en 2013, par Abdoulaye ag Mohammed El Maouloud, enseignant à la retraite et réfugié au camp de M'Bera en Mauritanie, pourrait, à lui seul, résumer l'engrenage dramatique de cette fameuse « question touarègue ». « Quand une balle est tirée dans l'Adagh des Ifoghas, à Kidal, et que le lendemain, moi qui suis à Bamako ou à Kati, je suis obligé de parler pour dire que je ne suis pas rebelle, c'est choquant pour un pays qui est le nôtre. Quand chaque fois qu'il y a un événement quelque part, nous sommes obligés de nous excuser, alors que nous ne sommes pas coupables, c'est vraiment très choquant. Et à la longue... à force de vouloir faire de nous ce que nous ne sommes pas réellement, nous finissons par devenir ce que nous n'étions pas réellement ».